Bulletin de l'Association des démographes du Québec

Contrôle des naissances, arme de l'impérialisme

Serge Mongeau

Volume 3, numéro 2, hors-série, 1974

Année mondiale de la population

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305788ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305788ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1713 (imprimé)

1925-3478 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mongeau, S. (1974). Contrôle des naissances, arme de l'impérialisme. *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, 3(2), 61–64.
<https://doi.org/10.7202/305788ar>

Tous droits réservés © Association des démographes du Québec, 1974

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

CONTROLE DES NAISSANCES, ARME DE L'IMPERIALISME⁽¹⁾

Dans un article intitulé Sept milliards d'hommes en l'an 2,000 et publié en deux parties dans Le Jour (les 11 et 12 septembre derniers), le professeur Gilles Boileau réfléchit sur le problème de la population. Il nous présente les chiffres de l'évolution mondiale démographique et la met en rapport avec les famines prévues et même déjà commencées; les perspectives ne sont guère encourageantes, il faut bien en convenir. Au passage, le professeur Boileau analyse quelques facteurs qui expliquent la situation -- la surconsommation dans les pays industrialisés et le gaspillage des terres et des ressources. Il conclut à la nécessité d'un certain nombre de changements; mais en fin de compte, les mesures qu'il préconise forment une telle salade qu'on ne comprend plus très bien ce qu'il faut faire; seule ressort clairement l'obligation d'arrêter un jour ou l'autre, le plus tôt le mieux, la croissance de la population. Et d'ailleurs sans lui imputer la responsabilité directe de tous les maux prédits, cette croissance des masses affamées plane tout au long du texte comme une sombre menace: on reconnaît bien là l'influence puissante de l'idéologie bourgeoise, qui tente par tous les moyens d'attirer l'attention sur l'explosion de population" dans le but non avoué de détourner l'attention des vrais problèmes et des solutions qui permettraient de les résoudre. Je voudrais aujourd'hui, dans une esquisse sommaire, tracer un tableau d'ensemble de la question de la population; j'espère publier dans quelques mois une étude fort complète sur ce sujet.

UN PROBLEME BIEN REEL

On sait depuis quelques centaines d'années que la Terre est ronde; ce n'est pourtant que récemment qu'on a réalisé qu'elle était limitée, finie, qu'il s'agissait d'un monde clos qui contient un certain nombre de matières premières en quantité finie. Depuis quelques années, on a même commencé à calculer pour combien de temps encore on pourrait disposer de ces matières premières, au rythme d'utilisation qu'on en fait; et les résultats sont atterrants, car on a découvert que presque tous les produits minéraux (y compris le pétrole) nous feraient défaut dans quelques années, entre 30 et 100 pour la plupart. Ces substances ne sont pas renouvelables;

(1) Texte publié dans "Le Jour", 4 octobre 1974.

mais pour celles qui le sont -- les forêts par exemple, on semble avoir dépassé le point d'équilibre qui permettait le remplacement au fur et à mesure de l'utilisation: les captures mondiales de poisson diminuent depuis quelques années, les déserts progressent sur les forêts, les terres arables cèdent la place aux routes et aux villes. Même des biens qu'on a toujours considérés comme sans valeur parce qu'illimités -- l'air, l'eau, le silence, le paysage sont tellement contaminés par la "civilisation" et ses déchets qu'ils deviennent des denrées rares; l'homme risque bientôt de s'étouffer dans ses déjections.

Il n'y a pas à s'en cacher, les relations entre l'homme et son milieu en sont à un point crucial; la pression qu'exerce l'homme sur le milieu risque de perturber irrémédiablement l'équilibre. Face à cette situation, les "savants" occidentaux se sont mis à l'étude; le défi était de taille: comment expliquer la crise actuelle sans remettre en question le système capitaliste? Ils n'ont rien trouvé de mieux que de déterrer les théories du vieux Malthus, qui disait que s'il y avait trop d'invités au banquet de la vie, chacun n'aurait pas assez de quoi manger. La bonne aubaine! accuser ces millions d'êtres affamés qui risquent de verser dans le socialisme, qui risquent de revendiquer un jour nos privilèges, leur imputer la responsabilité d'une trop grande pression sur les ressources de la terre. Lancer des programmes de contrôle des naissances -- on leur fournira nos spécialistes, on leur vendra nos produits, etc, infiltrer les organisations internationales (Banque Mondiale et autres) pour qu'elles conditionnent leur aide au contrôle démographique, convoquer des conférences mondiales sur la population: tout cela mobilise l'attention internationale et permet de continuer impunément l'exploitation dévergondée au profit d'une minorité.

LES VERITABLES CAUSES DU PROBLEMES

Dans les pays industrialisés, dans le monde dit "développé", le droit de propriété est sacré, c'est lui qui régit toutes nos relations. Les capitalistes possèdent les industries et orientent la production selon leur convenance; ils s'organisent pour faire le plus de profit possible le plus vite possible, quelles qu'en soient les conséquences pour leurs employés ou pour la collectivité en général; les machines leur appartiennent, ils peuvent en faire ce qu'ils veulent, non? En conséquence, l'orientation de la production est donné non par les besoins de la société mais par la soif insatiable du profit.

Les travailleurs sont payés au plus bas prix possible, on leur fait respirer de l'amiante ou on les laisse se faire écraser par leurs machines si les mesures de sécurité exigent des coûts. On utilise les matières premières les moins chères -- celles qu'on vole au Tiers-Monde où les travailleurs les ramassent presque pour rien et on ne se formalise pas de recycler tous ces produits qu'on jette. On planifie le vieillissement prématuré des produits qu'on fabrique de sorte que les consommateurs soient obligés d'en acheter plus souvent. On augmente encore une consommation bien souvent inutile grâce à une publicité coûteuse qui gaspille elle-même les ressources -- jusqu'à 85% du contenu des journaux sont des annonces. Les millions d'Asiatiques, d'Africains ou Sud-Américains n'ont rien à voir dans ce gaspillage effréné qui augmente à un rythme effarant. En moyenne, un Américain pollue le milieu 50 fois plus qu'un Africain; il consomme autant de ressources minières que 100 Pakistanais; les produits agricoles américains qui alimentent actuellement 210 millions d'habitants suffiraient pour nourrir, selon les standards asiatiques, un milliard et demi de Chinois! Et après, on vient nous parler de l'explosion de population qui menace l'humanité!

Dans le Tiers-Monde, des centaines de millions de personnes vivent comme des demi-hommes; la faim, la maladie, le chômage, les taudis et la mort précoce sont leur lot. Même si on arrêta dès aujourd'hui leur croissance démographique, ils ne s'en trouveraient pas mieux. Car leur exploitation se poursuivrait: les pays industrialisés continueraient à dépouiller le Tiers-Monde de ses ressources, à faire travailler sa population comme s'il s'agissait d'esclaves, tout cela avec la collaboration des bourgeoisies nationales. Dans la situation actuelle, le nombre d'exploités n'a rien à voir avec les problèmes de l'avenir de l'humanité; ou plutôt si, car un jour ces masses se soulèveront et elles seront d'autant plus menaçantes qu'elles seront nombreuses. Et c'est ce que craignent les "démocraties" occidentales, qui veulent à tout prix faire régner leur "ordre" sur la Terre. Elles voient donc à maintenir au pouvoir des gouvernements compréhensifs (du genre de celui des militaires du Chili, qui s'est dépêché de rembourser les compagnies minières nationalisées sous le régime antérieur); elles combattent directement les peuples qui veulent remettre en question le type de relations qui les lient au monde occidental -- le Viêt-nam, "petite" guerre fort économique puisqu'elle ne coûte qu'un million et demi de dollars par Vietnamiens abattu. Et, dernière subtilité, elles orientent tous les efforts pour solutionner les problèmes du Tiers-Monde vers le contrôle des naissances, excellent moyen de détourner l'attention des véritables solutions qui exigeraient le bouleversement total des relations internationales, ce que personne des pays

"développés" ne veut vraiment, bénéficiant tellement du statu quo.

LA SOLUTION

Certes, il faudra modifier nos habitudes de consommation, il faudra cesser ce gaspillage, il faudra développer une vraie assistance internationale. Mais espérer quelque changement profond et durable sans toucher à la base de tout notre système s'avère être du plus simpliste idéalisme: il faut en finir avec le système capitaliste qui ne peut vivre sans l'exploitation de la majorité; parler de "civiliser" le capitalisme, espérer des solutions technologiques à la pollution, augmenter à 2% du PNB l'aide internationale et désamorcer la "bombe de la population" ne constituent que des réaménagements d'une situation foncièrement mauvaise pour laquelle, il faudra bien le comprendre un jour, il n'y a aucun espoir d'humanisation possible; le capitalisme sans exploitation ne serait plus le capitalisme.

A la récente Conférence mondiale de la population de Bucharest, le Tiers-Monde a montré qu'il ne se laissait plus fourrer par l'intoxication pseudo-scientifique des idéologues de la bourgeoisie. Les pays du Tiers-Monde (Chine et Algérie en tête) ont bien indiqué où étaient les véritables priorités: dans un développement autonome de leurs pays, selon des voies qui leur soient propres, et dans l'établissement de nouvelles relations internationales fondées sur la souveraineté de chaque nation. J'espère qu'un jour nos savants québécois -- professeurs et autres -- cesseront de servir d'instruments la plupart du temps involontaires de l'idéologie de ceux qui tirent le plus grand intérêt du maintien du statu quo.

Serge Mongeau
St-Hubert
Québec